

L'année 1948 marque, à plusieurs égards, un tournant dans l'histoire de l'occupation, car c'est au cours de cette année que s'opère la scission définitive entre l'Allemagne de l'est et l'Allemagne de l'ouest. Au début de mars, l'Allemagne occidentale possédait déjà un office mixte d'importation et d'exportation, une administration économique bizonale, une Haute Cour bizonale, ainsi que la *Bank Deutscher Laender* (Banque des provinces allemandes).

Entre temps, les rapports entre l'Union soviétique et les trois autres puissances du Conseil de contrôle allié avaient empiré de jour en jour depuis le début de l'année. En janvier, des difficultés s'étaient élevées au sujet de la loi sur la surveillance des Allemands dangereux et des directives invitant les quatre puissances à prendre des mesures pour rapatrier tous les prisonniers de guerre. En février, le maréchal Sokolovsky, représentant de l'URSS, avait reproché aux Anglais de ne pas avoir démilitarisé leur zone et aux deux pays anglo-saxons d'avoir créé une Administration bizonale. Le 10 mars, Sokolovsky accusait les puissances occidentales de n'avoir pas reconnu dans leur zone le SED, parti socialiste unifié dominé par les communistes. Au cours de la réunion du 20 mars, le même Sokolovsky tentait de soumettre au Conseil la déclaration formulée à Prague par les ministres des Affaires étrangères de Tchécoslovaquie, de Pologne et de Yougoslavie, et qui constituait en fait une attaque contre la politique des puissances occidentales en Allemagne. Les représentants de ces dernières refusèrent d'étudier cette déclaration en donnant pour raison qu'elle était adressée à leurs gouvernements respectifs et non pas au Conseil de contrôle allié. Le délégué soviétique exigea dès lors d'être mis au courant de tous les accords concernant l'Allemagne de l'ouest conclus à Londres par les trois puissances occidentales en février et en mars 1948. N'ayant pas immédiatement obtenu satisfaction sur ce point, il donna lecture d'une longue déclaration dans laquelle il répétait toutes les anciennes accusations contre la politique et l'attitude des Alliés en Allemagne. Sans attendre la réponse de ses collègues, il se leva en disant : « Je ne vois aucune raison de prolonger cette réunion, je la déclare ajournée », et il quitta la salle. Ainsi prenait fin le Conseil de contrôle allié, et en même temps le gouvernement quadriparti en Allemagne. Le 16 juin, les représentants soviétiques se retiraient de la Kommandantur alliée (qui a cependant repris sa tâche à titre de commission tripartite le 21 décembre 1948 et qui fonctionne encore). Le 31 mars, l'Union soviétique entreprenait le blocus de Berlin qui fut heureusement mis en échec par le désormais historique pont aérien établi le 25 juin. Ce blocus ne devait se terminer définitivement que le 12 mai 1949.

Cette victoire politique de l'Occident fut suivie en juin 1948 de la réussite d'une grande réforme monétaire, qui améliora la situation économique de l'Allemagne occidentale d'une façon quasi miraculeuse, au dire des témoins de l'époque. Depuis lors, en dépit de difficultés intermittentes dans le domaine de la balance des paiements, le relèvement de l'Allemagne occidentale a continué d'être un objet d'étonnement pour le monde entier.

Les Accords de Londres, annoncés en juin 1948, entre les puissances de l'Ouest et les pays du Benelux donnèrent lieu en septembre de la même année à un événement très important: la réunion à Bonn d'un Conseil parlementaire composé des représentants élus par chacun des onze *Länder* et chargé de rédiger une constitution pour l'Allemagne occidentale. Ce sont également les Accords de Londres qui ont rendu possible en 1948 l'établissement de l'Autorité internationale de la Ruhr, de l'Office militaire de sécurité destiné à prévenir toute renaissance du militarisme allemand, de même que la participation des zones occidentales au plan de relèvement européen. Ainsi donc, pendant que la reprise économique se poursuivait, les puissances de l'Ouest s'appliquaient à jeter les bases d'un gouvernement démocratique.